



CONSEIL — 230^e SESSION

QUATRIÈME SÉANCE

(SALLE DU CONSEIL, LUNDI 6 NOVEMBRE 2023, 14 H 30)

RÉSUMÉ DES DÉCISIONS

SÉANCE PUBLIQUE

Modifications apportées à la *Politique sur les activités génératrices de produits*

1. Le Conseil reprend l'examen de ce point en se fondant sur la note C-WP/15507 ainsi que sur la proposition actualisée présentée par le Président du Conseil concernant le paragraphe 3.1, alinéa e) de la version révisée de la *Politique sur les activités génératrices de produits* (voir le résumé C-DEC 230/3), qui a été transmise par courriel à tous les représentants avant la présente séance.

2. Après examen, le Conseil convient de modifier le texte du paragraphe 3.1, alinéa e), comme suit :

« 3.1 *Les activités génératrices de produits sont régies par les principes suivants :*

[...]

e) *Les activités génératrices de produits sont menées de manière transparente et dans le respect des principes énoncés au paragraphe 3.1, alinéa b) ci-dessus. Selon la Politique de l'OACI sur les interactions avec des parties externes, elles peuvent être exécutées en coopération avec des États membres, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales nationales et internationales, le secteur privé et le public. Les activités génératrices de produits auxquelles participent le secteur privé et le public doivent être réalisées en toute transparence, ainsi que faire l'objet d'une supervision et d'un examen périodique du Conseil. »*

3. Le Conseil note que le texte consolidé et approuvé de la version révisée de la Politique, qui tient compte des modifications du Comité de la gouvernance et du Conseil issues de leurs délibérations, figurera à l'appendice du résumé des décisions du Conseil y afférent.

Proposition portant sur une nouvelle approche en matière de gestion de la qualité à la Direction du renforcement des capacités et de la mise en œuvre

4. Le Conseil examine ce point en se fondant sur la note C-WP/15504, qui contient une proposition portant sur une nouvelle approche en matière de gestion de la qualité à la Direction du renforcement des capacités et de la mise en œuvre (CDI). Le Conseil est aussi saisi d'un rapport verbal du Comité de la coopération technique et du soutien à la mise en œuvre sur ce point.

5. Après examen, le Conseil :

- a) prend note des précisions supplémentaires fournies par le Secrétariat, en réponse aux questions du Comité figurant dans le paragraphe 7 de son rapport verbal, qui lui ont été communiquées par le Secrétaire général dans un courriel daté du 30 octobre 2023 ;
- b) convient que le Secrétariat sera responsable de l'audit ISO prévu pour le mois de novembre 2023, au terme duquel la validité de la certification ISO couvrira la période qui s'étend jusqu'à 2024 ;
- c) compte tenu des précisions apportées aux alinéas a) et b), entérine, en principe, l'approche proposée visant un nouveau système de gestion de la qualité (QMS) pour la CDI et présentée dans la note C-WP/15504 ;
- d) demande au Secrétariat de procéder à la mise en œuvre du plan de transition proposé pour le processus en lien avec le système de gestion de la qualité de la CDI, étant entendu qu'une analyse des résultats et des enseignements tirés du processus, ainsi que toute recommandation relative au nouveau système de gestion de la qualité proposé, seront soumises au Conseil pour examen à sa 233^e session.

Convocation de la 39^e session du Comité juridique

6. Le Conseil examine ce point en se fondant sur la note C-WP/15527, et le rectificatif n° 1 y afférent, qui proposent la convocation de la 39^e session du Comité juridique.

7. Après examen, le Conseil :

- a) approuve la convocation de la 39^e session du Comité juridique du 25 au 28 juin 2024, au siège de l'OACI ;
- b) approuve aussi l'ordre du jour provisoire de la session qui figure dans l'appendice A de la note C-WP/15527 ;
- c) convient d'inviter à la session tous les États non contractants ainsi que les organisations internationales dont la liste figure dans l'appendice B de la note C-WP/15527 ;
- d) rappelle qu'il faudra éventuellement solliciter l'avis du Comité juridique sur certaines questions découlant des travaux relatifs aux enseignements tirés de la 41^e session de l'Assemblée de l'OACI, et que, le cas échéant, ces questions seront communiquées en temps voulu ;
- e) se dit préoccupé par le fait que les travaux en lien avec le point 6 du programme des travaux du Comité juridique portant sur l'étude des questions juridiques internationales relatives aux systèmes et services mondiaux par satellite à l'appui des services de navigation aérienne internationale n'ont pas progressé au cours des dernières années et, à cet égard, encourage le Comité juridique à examiner les travaux préalablement

effectués sur cette question en vue de faire avancer le dossier, et à examiner toute proposition concrète que les États pourraient faire sur ce point.

Administration de la justice au Secrétariat de l'OACI

8. Le Conseil examine ce point en se fondant sur la note C-WP/15528, qui propose que l'Organisation puisse accéder à la compétence du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies (TCNU) pour ses demandes en justice de première instance. Il est aussi saisi du rapport verbal du Comité de la gouvernance y relatif.

9. Après examen, le Conseil :

- a) convient d'accepter la compétence du TCNU comme tribunal de première instance de l'OACI pour les litiges liés à l'emploi au lieu du système actuel qui consiste en une Commission de recours interne, sachant que cela pourrait accroître la confiance du personnel en l'indépendance du système judiciaire ;
- b) compte tenu des éléments de l'alinéa a), demande au Secrétariat de conclure un accord sur les modalités administratives et financières y relatives et, à cet égard, de continuer, en collaboration avec l'Association du personnel de l'OACI, d'étudier les dispositions qui pourraient être prises afin de permettre aux employés d'avoir accès à une représentation juridique par la voie du Bureau d'aide juridique au personnel des Nations Unies (OSLA) ;
- c) demande aussi au Secrétariat de lui soumettre dès que possible la version révisée du cadre réglementaire nécessaire ainsi que les dispositions transitoires, en vue de leur approbation, en tenant compte des recommandations que le Comité de la gouvernance a formulées à ce sujet dans son rapport verbal, ;
- d) invite le Secrétariat à envisager des options susceptibles de donner plus de détails sur les informations figurant dans le rapport annuel sur les litiges présenté au Conseil, tout en préservant la confidentialité des dossiers.

Budget et plan opérationnel du Fonds de génération de produits auxiliaires (ARGF) pour 2024-2026

10. Le Conseil examine ce point en se fondant sur la note C-WP/15505, qui présente, au titre de la *Politique sur les activités génératrices de produits*, les prévisions budgétaires du Fonds de génération de produits auxiliaires (ARGF) pour les années 2024 à 2026 et le plan opérationnel connexe. Il est aussi saisi du rapport verbal du Comité des finances sur ce point.

11. Après examen, le Conseil :

- a) note avec satisfaction l'information présentée dans la note C-WP/15505 et se félicite du bon rendement du Fonds, surtout en ce qui a trait à l'excédent d'exploitation actuel et celui prévu pour 2023 ;
- b) approuve le budget et le plan opérationnel du Fonds pour l'année 2024 et prend note, aux fins de planification, du budget et du plan opérationnel pour 2025 et 2026.

APPENDIX

REVISED POLICY ON REVENUE-GENERATING ACTIVITIES

POLICY ON REVENUE-GENERATING ACTIVITIES

PREAMBLE

The Regular Budget of ICAO is mainly financed by assessments from Member States. In order to ensure programme delivery, the generation of additional revenues is required to supplement the funding sources for the Regular Budget of the Organization.

Revenue-generating activities generate funds from the intellectual property of the Organization ~~in order to~~ and other activities supporting the Strategic Objectives and ICAO programmes.

1. OBJECTIVES

1.1 The objectives of revenue-generating activities are, inter alia:

- a) Develop and promote products and services which protect and augment the intellectual property of the Organization ~~and or~~ which facilitate the implementation of Strategic Objectives of ICAO;
- b) Support unfunded activities in the ICAO Business Plan; and
- c) Identify and explore potential revenue-generating opportunities which invest in the aims and objectives of the Organization.

2. SCOPE OF ACTIVITIES

2.1 Revenue-generating activities can be categorized into two types:

- a) Those activities and assets that are required in order to implement and add value to the Organization's Strategic Objectives or to sustain and ensure quality of Work Programme support (such as publications, training, symposia and seminar events, licensing and other forms of knowledge sharing); and
- b) Those activities that are related to maximizing the use of assets of the Organization, such as renting out conference facilities and unused space, or providing support services to other UN organizations.

2.2 Some activities mentioned in paragraph 2.1 above are conducted on a cost-recovery basis, including but not limited to the operation of the Commissariat, rental of office space to Delegations on the Council, provision of conference facilities and services to accredited resident National Delegations, and training activities provided to officials of Member States.

2.3 Revenue-generating activities beyond the scope of paragraph 2.1 shall ~~will~~ be presented to the Council for endorsement.

3. PRINCIPLES

3.1 Revenue-generating activities shall be governed by the following principles:

- a) Revenue-generating activities shall be consistent with ICAO Strategic Objectives and the regulatory role of ICAO; Bureaus and Regional Offices support sharing and growing intellectual property;
- b) Revenue-generating activities shall be pursued in accordance with ICAO Assembly resolutions and Council decisions. Revenue-generating activities shall comply with the ICAO Framework on Ethics, the *Policy on Interactions with External Parties*, relevant regulations, rules and policies as well as all applicable laws, and relevant host state agreements;
- c) ICAO personnel shall not receive any benefits for involvement in revenue-generating activities;
- d) The surplus from revenue-generating activities shall be used to supplement the Regular Budget of ICAO for an amount established ~~in the Regular Budget~~ by the Assembly;
- e) Revenue-generating activities shall be pursued in a transparent way and in accordance with the principles outlined in paragraph 3.1 b) above. They may be conducted in cooperation with Member States, international organizations, national and international non-governmental organizations, the private sector and general public, in full compliance with the *Policy on Interactions with External Parties*. Revenue-generating activities involving the private sector and general public shall be subject to full transparency, oversight and periodic review by the Council.”

4. GOVERNANCE

4.1 The Council shall approve the policy and its future amendments.

4.2 The Council shall provide general direction, guidance, monitoring and oversight to the Ancillary Revenue Generation Fund (ARGF).

4.3 The Secretary General shall establish and publish internal governance structures that ensure the efficient and effective management of the ARGF in the form of Administrative Instructions, Terms of Reference and Rules of Procedure consistent with the ICAO Accountability Framework to ensure adherence to principles described in paragraph 3.

5. RESPONSIBILITY

5.1 The Secretary General shall be responsible for directing the coordination of the overall business planning and revenue-generating activities across the Organization, as well as for monitoring performance and reporting results.

5.2 The Secretary General ensures compliance and facilitates oversight of the policy by the Council.

5.3 The Secretary General shall further develop procedures to implement this policy.

5.4 The Secretary General may delegate such of the Secretary General's functions and powers under the policy as the Secretary General may consider necessary or advisable for the efficient discharge of responsibilities.

6. FINANCIAL ASPECTS

6.1 The ARGF was established by the ICAO Council for the purpose of centrally managing and reporting income earned and related expenditures from self-financing and revenue-generating activities.

6.2 Financial data related to the ARGF shall be segregated, analyzed and reported separately.

6.3 An operational reserve from ARGF revenues shall be set at 25 per cent of the three-year average gross revenues of the ARGF.

6.4 In the event of a deficit at the end of a financial year, the deficit shall be funded by the accumulated ARGF surplus, or, if not sufficient, by the ARGF operational reserve.

6.5 In the event of a surplus above the amount established in the Regular Budget, the Secretary General may allocate an amount up to twenty percent of the established amount resources for unfunded ICAO Business Plan priority activities or activities to further enhance revenue generation and report on such allocations to the Council.

7. OVERSIGHT

7.1 In compliance with Financial Regulation 7.3 c), ARGF budgetary estimates, showing income, expenditure and estimated transfers to finance the Regular Budget shall be approved by the Council on a triennial basis. Thereafter, an annual budget and operating plan for the ARGF shall be presented to the Council. Any decrease in revenue or increase in costs for the year in excess of 10 per cent over the amount approved by the Assembly, or previously approved by the Council, shall be presented to the Council for review and endorsement. ~~An annual budget and operating plan for the ARGF shall be presented to the Council for review and endorsement.~~

7.2 Financial results shall be reported periodically to the Council in a transparent and timely manner no less than quarterly by activity and no less than annually for key performance indicators as set out in the annual Operating Plan.

7.3 The financial results of the ARGF shall be subject to ~~audited annually as part of ICAO's external audit as part of the annual external audit of ICAO's financial statements, and periodical internal audits, as appropriate.~~

8. COMING INTO EFFECT AND AMENDMENT

8.1 This policy ~~may be amended from time to time and~~ shall come into effect upon approval by the Council.

8.2 This policy may be amended from time to time, with any such amendments being subject to approval by the Council.

— FIN —